

Une zone industrielle de pointe, au service de l'industrialisation togolaise



PIA
PLATEFORME INDUSTRIELLE D'AMÉNAGEMENT
TOGO
www.pia-togo.com



Site web: www.ecoetfinances.com

Prix: 300Fcf

Journal des entrepreneurs

ECO & FINANCE



Quotidien Economique du Togo- REC N-0602/11/12/19/HAAC/0643/01/08/2022/HAAC

Evaluation et efficacité des politiques de développement au Togo

VERS DE FORTES RECOMMANDATIONS DU RETEVA

Coopération sino-africaine

La Chine annule la dette de 17 pays africains dont le Togo

La République populaire de...
Page 2

Contrôle inopiné du prix du gaz butane

Une équipe de contrôleurs et d'inspecteurs sur le terrain

Page 3



A la suite d'une série...

Page 4

Nécrologie

Isidore Ayeko n'est plus

Comme un couperet la nouvelle ...

Page 7

LES MERCREDIS DU FISC

Tous les 3^e mercredis de mois à partir de 10h30

Carrel DTR
Office Togolais des Recettes-OTR



Diplomatie

Page 2

Echange entre le Chef de l'Etat et le Directeur général de l'OMS



ECO & FINANCES

Pour la paix et la stabilité économique de notre pays disons tous

NON AU TERRORISME



Coopération sino-africaine**La Chine annule la dette de 17 pays africains dont le Togo**

La République populaire de Chine annule 23 prêts contractés par 17 pays africains dont le Togo. L'annonce a été faite le 18 août dernier, lors d'une réunion de coordination de la coopération sino-africaine.

• Eyam AKAKPO



C'est le ministre chinois des Affaires Étrangères Wang Yi qui a déclaré le jeudi dernier l'annulation de la dette de 23 prêts sans intérêts dont l'échéance est arrivée à son terme à la fin de l'année 2021. « Nous sommes convaincus que l'amitié Chine-Afrique ré-

sistera à toutes les épreuves, qu'il s'agisse de vents ou de la tempête. Elle continuera d'être l'épine dorsale de la coopération Sud-Sud et un bel exemple dans les relations internationales », a indiqué le ministre des Affaires Étrangères Wang Yi. La Chine n'a donné au-

cune précision sur les montants, ni au sujet des pays concernés par cette annulation de dettes. Le pays avait aussi accordé des faveurs semblables avec l'annulation de plus 3,4 milliards de dollars de dette accordées à des pays africains entre 2000 et 2019. Le ministre Yi indique

par ailleurs que son pays accompagnera toujours l'Afrique avec l'aide alimentaire, militaire et économique. Au Togo, les relations sino-togolaises remontent à septembre 1972. Plusieurs réalisations sont le fruit de ce partenariat. Il s'agit notamment de la sucrerie Sinto d'Anié, du nouveau Palais de Présidence de la République, du stade Kegué de Lomé, du palais des Congrès de Kara, du contournement routier de Lomé, du nouveau siège du parlement, du nouveau centre administratif des services, rénovation des installations de Radiodiffusion et de télévision.

Diplomatie**Echange entre le Chef de l'Etat et le Directeur général de l'OMS**

Le Président de la République, Faure Gnassingbé a échangé le 23 août 2022, avec Dr Tedros Adhanom Ghebreyesus, Directeur général de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), au deuxième jour des travaux de la 72^{ème} session du Comité régional.

• Marielle BOEMIGAN



Au cours de leur entretien, Dr Tedros Adhanom Ghebreyesus a exprimé sa gratitude au chef de l'Etat pour la mobilisation et la forte participation des ministres de la santé et des partenaires au développement à cette rencontre internationale d'échange, de partage et de discussion sur la situation sanitaire sur le continent. « Nous avons eu de très bonnes discussions sur la promotion de la santé publique en Afrique. Je suis au Togo dans le cadre de la 72^{ème} session du Comité régional de l'OMS. Je

peux vous assurer que la présence des ministres à cette session, est pour être honnête, très grande pour discuter de la situation sanitaire en Afrique et des stratégies communes », a déclaré Dr Tedros Adhanom Ghebreyesus, Directeur général de l'OMS. Il a par ailleurs réitéré ses félicitations au chef de l'Etat pour son implication dans la promotion de la santé publique sur le continent à travers l'élimination de quatre maladies tropicales négligées. « J'ai félicité le Président de la République. Le Togo a éliminé le

trachome, tout comme la trypanosomiase africaine, le ver de Guinée et la filariose. C'est difficile, mais le pays l'a fait. Nous avons remis hier dans ce sens un certificat de reconnaissance au chef de l'Etat », a ajouté le directeur général de l'OMS. Dr Tedros Adhanom Ghebreyesus s'est en effet réjoui du projet de couverture sanitaire universelle que le chef de l'Etat est déterminé à réaliser pour le bien-être du peuple togolais. Il a réaffirmé sa volonté d'accompagner le Togo dans la concrétisation de cette vision.

ECO & FINANCE

Journal d'informations, d'investigations économiques, financières et boursières
Email : ecofinances.infos@gmail.com
Site web: www.ecoetfinances.com
REC N° 0643/01/08/2022/HAAC
Adresse : rue de l'énergie Agbalepedogan derriere l'école cour lumière - Tél: 00228 97 25 84 84 Lomé, Togo

Directeur de publication

Komlan KPATIDE
00228 90 05 05 08

Rédacteur en chef

Bernard D. AFAWOUBO
00228 90 90 49 83

Chef d'édition

Eyam AKAKPO
00228 93 64 07 85

Rédacteurs

Keziah KPATIDE
SALLAH Patience
Yves ATCHANOUVI
Kodji GATOR JOE

Direction commerciale

00228 97 25 84 84

Graphiste

FOLIKOUE ATA K. Achille

Imprimerie

TOGO V.SPRINTS
Tirage: 3000

Evaluation et efficacité des politiques de développement au Togo

Vers de fortes recommandations du RETEVA

Le Réseau Togolais de l'Evaluation (RéTEva) a organisé le mercredi 24 août 2022, à Lomé, un forum national de haut niveau sur l'évaluation et l'efficacité des politiques de développement

• Bernard AFAWOUBO

Contribuer à la promotion de la culture de l'évaluation des politiques, programmes et projets de développement via des démarches critiques et constructives dans un processus du développement durable, telle est la mission que s'est assignée le Réseau Togolais de l'Evaluation (RéTEva) depuis sa création en 2013. Il s'évertue à contribuer au renforcement des bonnes pratiques de gestion, à l'implication des acteurs institutionnels dans l'ancrage de

l'évolution, à la contribution de l'évaluation aux politiques de développement et à l'implication des jeunes dans la pratique de l'évaluation. Axé autour du thème : « Evaluation et efficacité des politiques de développement », le forum de Lomé s'inscrit dans la continuité des activités du Réseau Togolais de l'Evaluation. Et s'explique par la nécessité de mener des réflexions sur la rationalisation et l'efficacité de l'action publique. A en croire Valentine Akoélé SAMA, Présidente du conseil d'administration du Réseau Togolais de l'Evaluation, plusieurs contraintes s'exercent sur les gouvernants notamment la demande sociale et l'atteinte des objectifs politiques, économiques, sociaux et environnementaux. Ces contraintes nécessitent que l'évaluation apporte à nos politiques des analyses fiables et factuelles



SAMA Valentine, Présidente du conseil d'administration du RéTEva

pour éclairer le débat public et la décision. Selon Pré Simféitchéou, ministre conseiller du Président de la République, le sujet est un enjeu majeur pour un développement harmonieux et inclusif pour le Togo. Il constitue donc tout naturellement chantier éminent et important auquel le gouvernement accorde une attention toute particulière. Il s'est félicité de la tenue de ce forum dont l'objectif est de répondre aux besoins de sensibilisation, de partage et de pédagogie sur la pratique de l'évaluation axée sur les résultats enfin d'améliorer l'efficacité des politiques publiques. « La rencontre de ce jour nous offre l'occasion de mutualiser les expériences et de mener des réflexions constructives sur une nouvelle dynamique de la promotion de l'évaluation au niveau national en vue d'éclairer l'action

publique et d'améliorer les effets des politiques de développement sur les conditions de vie de nos populations. L'évaluation revêt d'une importance capitale dans la conduite de toutes les actions de développement. Il s'agit d'une appréciation systématique et objective des résultats d'une intervention de développement en vue de déterminer sa pertinence et sa cohérence. L'efficacité et l'efficace de sa mise en œuvre vers son impact » a indiqué Pré Simféitchéou.

Et de préciser que « L'évaluation suppose la disponibilité des statistiques qui sont une source importante d'informations et de données pouvant servir à bâtir un modèle de développement économique et social. Il ne saurait donc y avoir une évaluation rationnelle et une évaluation réaliste et objective des actions de développement sans des données statistiques

fiables, établies suivant des méthodes et des normes reconnues internationalement dans tous les secteurs de la vie nationale. C'est ainsi que le Togo a engagé d'importantes réformes structurelles et sectorielles visant le renforcement du système statistique national à travers la loi statistique n°2011-014 du 3 juin 2011 qui permet de disposer de données de bases à partir desquelles les objectifs des différentes stratégies de développement sont suivis et évalués. » Il a invité les participants à bâtir sur ces expériences afin de faire des propositions qui permettront de mettre en place un système intégré de suivi évaluation qui relie les différents niveaux local et sectoriel au niveau central. Le ministre conseiller du Président de la République a par ailleurs rappelé que le gouvernement a mis en œuvre la feuille de route pour

la période 2020-2025 qui intègre un système de suivi évaluation répondant ainsi aux exigences de l'efficacité et l'efficace de la mise en œuvre des politiques publiques. « Nous restons convaincus, que l'évaluation est applicable à des politiques de toute nature, aussi bien locales que nationales. Elle permet d'en prévoir l'impact en amont, de les ajuster au fil de leur mise en œuvre et de déterminer s'il y a lieu de poursuivre, les abandonner ou les corriger » a indiqué Valentine Akoélé SAMA, Présidente du conseil d'administration du Réseau Togolais de l'Evaluation. S'adressant aux participants, Valentine SAMA les a conviés à meubler efficacement les différentes sessions du forum et à enrichir le débat pour aboutir à de fortes recommandations permettant de renforcer la qualité de la prise de décisions et de déboucher sur des conseils sur mesure visant à améliorer la formulation et la mise en œuvre des politiques publiques pour le bien-être des communautés togolaises. « Les recommandations qui seront issues, de cette rencontre seront mises dans un document que nous transmettrons officiellement au ministère de la planification, à la présidence de la République et à toutes les institutions publiques, privées, et organisations internationales pour mieux corriger les

inégalités, les déficits dans le déploiement des programmes au Togo », a laissé entendre Valentine Akoélé SAMA. Le Togo s'est engagé depuis quelques années dans la reconstruction de la chaîne de planification, programmation, budgétisation et suivi évaluation en vue d'accroître sa capacité de gestion et de pilotage de son développement. C'est à cette fin que le gouvernement a organisé du 28 au 30 Octobre 2014, le forum national sur la planification qui a servi de cadre pour identifier les bonnes pratiques nationales, régionales et internationales à prendre en compte pour la reconstruction du nouveau système de planification de notre pays. De plus dans un contexte de ressource limitée, face à l'ampleur de la pauvreté et à la demande sociale, le Togo a adopté l'approche de gestion axée sur les résultats qui permet une meilleure allocation et un meilleur contrôle de la gestion des ressources disponibles de façon à garantir leur utilisation efficace pour améliorer les services publics de qualité des populations. Ce forum qui vient en prélude à la deuxième semaine nationale de l'évaluation qui aura lieu en novembre prochain a été rendu possible grâce à l'appui financier du Programme des Nations Unies pour le Développement et des collaborateurs du RéTEva.



Système sanitaire**L'OMS Afrique veut s'inspirer de l'expérience du Togo**

Le Président de la République, Faure Gnassingbé a reçu en audience le 23 août 2022 le Dr Matshidiso Moeti, Directrice régionale de l'OMS Afrique en séjour à Lomé dans le cadre de la 72^e session du Comité régional.

● Marielle BOEMIGAN

La directrice régionale de l'OMS Afrique a fait avec le chef de l'Etat, un tour d'horizon de la stratégie de promotion de la santé en Afrique. Elle a félicité le Président de la République pour sa politique nationale de santé et son leadership dans l'amélioration du système sanitaire sur le continent. Selon la Directrice régionale de l'OMS Afrique, plusieurs raisons justifient la reconnaissance du leadership du chef de l'Etat dans le secteur de la santé avec des actions concrètes. Elle a évoqué principalement la gestion de la crise sanitaire.



« Au Togo, la réponse à la pandémie était très efficace, sous le leadership personnel de

Monsieur le Président de la République. Il a coordonné une équipe multisectorielle des mi-

nistres. Le pays est arrivé maintenant à un taux de vaccination de plus de 40 % », a indi-

qué la directrice régionale de l'OMS Afrique. Dr Matshidiso Moeti a également mis en relief la qualité de la gouvernance du système de santé à travers l'approche contractuelle des structures sanitaires initiée par le chef de l'Etat en 2017. « Il y a aussi une initiative qui a beaucoup impressionné les ministres africains de la santé au cours de la 72^e session, c'est la contractualisation des formations de santé, surtout dans les hôpitaux, pour la rendre plus efficace, avec des ressources déjà disponibles dans le système

de santé au Togo. Ce qui a amélioré la qualité des soins disponibles à la population. Nous allons promouvoir et partager cette expérience du Togo avec nos États membres dans la région Afrique », a-t-elle poursuivi. Au regard de toutes ces prouesses, la Directrice régionale de l'OMS Afrique l'OMS a émis le vœu de voir le Président de la République nommé leader de cette approche innovante pour une meilleure promotion de la gouvernance du système sanitaire sur le continent.

Contrôle inopiné du prix du gaz butane**Une équipe de contrôleurs et d'inspecteurs sur le terrain**

A la suite d'une série de consultations avec les importateurs de gaz, le gouvernement a révisé les prix. Ainsi, le prix du kilogramme est passé de 892 francs cfa à 790 francs cfa grâce à une subvention de l'Etat.

● Keziah KPATIDE

Afin de s'assurer du respect de ces nouveaux prix fixés par le gouvernement et éviter toute spéculation sur les marchés, le ministre du commerce, de l'industrie et de la consommation locale avait déjà annoncé « le renforcement de la surveillance dans les points de vente ». En effet, des équipes de contrôleurs et d'inspecteurs de commerce ont effectué le 23 août 2022, des visites inopinées des distributeurs de gaz dans le grand Lomé. Selon le ministre en charge du commerce, il a été exigé des distributeurs, le respect des nouveaux prix ainsi que leur affichage pour les consommateurs conformément à la loi sur la concurrence en République togolaise.



« Nous leur avons demandé que les prix soient affichés de façon visible pour les consommateurs pour éviter tout amalgame », a indiqué Yakpey Comlan Nomadoli, Secrétaire Général du ministère du commerce, de l'industrie et de la consommation locale. « C'est l'occasion d'ap-

peler les uns et les autres au respect des prix fixés par le Gouvernement. Le prix d'1 kg de gaz est à 790 fcfà ; la bonbonne de 6kg est à 4740 fcfà et la bonbonne de 12, 5kg à 9875 kg. Tous les acteurs doivent respecter ces prix. Les consommateurs peuvent appeler le numéro vert

8585 pour dénoncer les pratiques anormales. Les sanctions vont des amendes jusqu'à la suspension des autorisations ou des agréments donnés à ces sociétés », a laissé entendre Abe Talime, Directeur Général du Commerce du Ministère du commerce, de l'industrie et de la

consommation locale. Pour Atcha Gouagando, Chef de station Total Adjololo-Nyékonakpoè « à mon niveau, il n'y a pas de souci par rapport aux prix. Nous les vendons aux prix réels fixés par le Gouvernement ». Notons que ces contrôles se déroulent simultanément sur toute l'éten-

due du territoire avec l'implication des directions régionales du ministère du commerce, de l'industrie et de la consommation locale, instruites à cet effet. Rappelons que dans un contexte de contraintes budgétaires fortes couplées à la hausse des cours au plan mondial, le gouvernement maintient un niveau de subvention visant à soulager les populations. Le numéro vert « 8585 » est également opérationnel 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7 pour signaler les pratiques anormales de commerce.

BRVM 10	163,85
Variation Jour	↑ 0,54 %
Variation annuelle	↑ 6,74 %



BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE

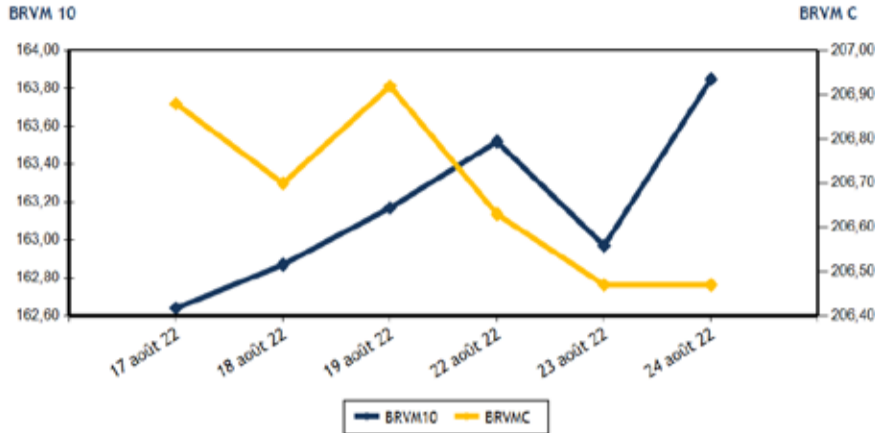
N° 161

mercredi 24 août 2022

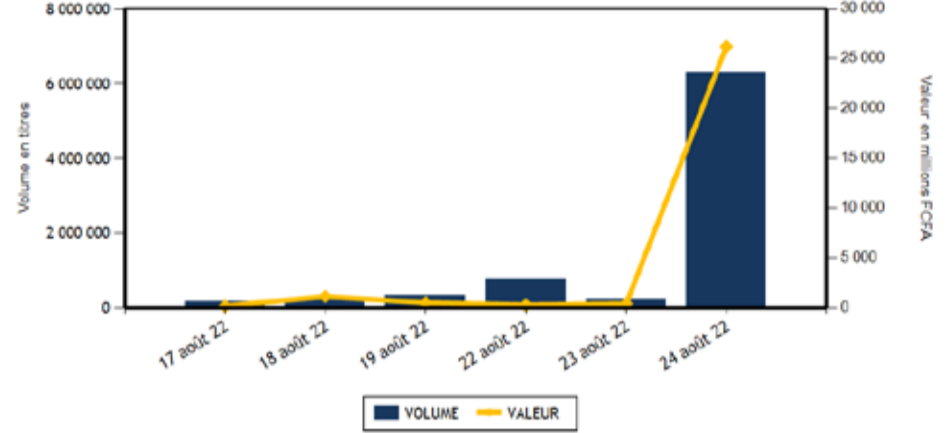
Site : www.brvm.org

BRVM Composite	206,47
Variation Jour	0,00 %
Variation annuelle	↑ 2,07 %

Evolution des indices



Volumes et valeurs transigés



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	6 215 332 032 366	0,00 %
Volume échangé (Actions & Droits)	6 240 775	2 546,11 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	25 629 404 648	6 233,57 %
Nombre de titres transigés	40	-4,76 %
Nombre de titres en hausse	9	-43,75 %
Nombre de titres en baisse	17	21,43 %
Nombre de titres inchangés	14	16,67 %

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	8 049 511 951 150	-0,05 %
Volume échangé	61 135	2 574,32 %
Valeur transigée (FCFA)	617 677 500	2 554,44 %
Nombre de titres transigés	7	-46,15 %
Nombre de titres en hausse	2	100,00 %
Nombre de titres en baisse	3	0,00 %
Nombre de titres inchangés	2	-77,78 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
TOTAL SN (TTLS)	2 735	7,25 %	38,48 %
SUCRIVOIRE (SCRC)	1 155	6,45 %	20,31 %
ORAGROUP TOGO (ORGT)	4 150	3,75 %	-0,95 %
SOCIETE IVOIRIENNE DE BANQUE (SIBC)	4 490	2,05 %	12,67 %
SETAO CI (STAC)	1 490	0,68 %	104,11 %

PLUS FORTES BAISES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
BANK OF AFRICA ML (BOAM)	1 390	-7,33 %	-6,40 %
SITAB CI (STBC)	5 200	-7,14 %	-15,86 %
CROWN SIEM CI (SEMC)	700	-6,67 %	-8,50 %
NSIA BANQUE COTE D'IVOIRE (NSBC)	5 600	-5,96 %	-9,46 %
SAFCA CI (SAFC)	800	-4,19 %	-5,88 %

INDICES SECTORIELS

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	12	100,11	-1,57 %	-9,08 %	13 926	35 289 005	25,87
BRVM - SERVICES PUBLICS	4	472,07	0,31 %	5,17 %	11 625	114 303 510	9,22
BRVM - FINANCES	15	78,42	0,13 %	1,67 %	6 188 893	25 383 987 833	7,51
BRVM - TRANSPORT	2	438,36	0,00 %	-29,54 %	101	172 300	7,03
BRVM - AGRICULTURE	5	321,70	-0,03 %	32,22 %	14 456	68 655 810	6,03
BRVM - DISTRIBUTION	7	380,27	0,18 %	-6,67 %	11 520	26 620 200	28,37
BRVM - AUTRES SECTEURS	1	1 838,48	0,68 %	104,11 %	254	375 990	17,89
BRVM - PETITES CAPITALISATIONS	-	-	-	-	-	-	-

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
PER moyen du marché	8,19	
Taux de rendement moyen du marché	6,99	
Taux de rentabilité moyen du marché	7,10	
Nombre de sociétés cotées	46	
Nombre de lignes obligataires	102	
Volume moyen annuel par séance	1 144 302,00	
Valeur moyenne annuelle par séance	1 645 277 138,16	

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
Ratio moyen de liquidité	66,12	
Ratio moyen de satisfaction	40,28	
Ratio moyen de tendance	60,92	
Ratio moyen de couverture	164,16	
Taux de rotation moyen du marché	0,59	
Prime de risque du marché	6,30	
Nombre de SGI participantes	25	

Définitions

Volume moyen annuel par séance = Volume annuel échangé / nombre de séances
 Valeur moyenne annuelle par séance = Valeur annuelle échangée / nombre de séances
 Ratio moyen de liquidité = Moyenne des ratios de liquidité (Titres échangés / Volume des ordres de vente)
 Ratio moyen de satisfaction = Moyenne des ratios de satisfaction (Titres échangés / Volume des ordres d'achat)
 Ratio moyen de tendance = Moyenne des ratios de tendance (Volume des ordres d'achat / Volume des ordres de vente)
 Ratio moyen de couverture = Moyenne des ratios de couverture (Volume des ordres de vente / Volume des ordres d'achat)

Taux moyen de rotation = moyenne des taux de rotation des actions cotées (volume transigé/capi flottante)
 PER moyen du marché = moyenne des PER des actions cotées ayant un PER positif
 Taux de rendement moyen = moyenne des taux de rendement des actions cotées ayant distribué un dividende
 Taux de rentabilité moyen = moyenne des taux de rentabilité des actions cotées
 Prime de risque du marché = (1 / le PER moyen du marché) - le taux de référence actuel des emprunts d'Etat



BRVM - Société Anonyme au capital de 3.062.040.000 CFA - RC : CI - ABJ - 1997 - B - 208435 - CC : 9819725 - E
 Siège Social : Abidjan - CÔTE D'IVOIRE. Adresse : 18, Rue Joseph ANOMA (Rue des Banques) - Abidjan
 Tél : +225 20 32 66 85 / 86, Fax : +225 20 32 66 84, Mail : brvm@brvm.org, Site Web : www.brvm.org

Ecobank veut promouvoir le leadership féminin en Afrique

Une première cohorte de 35 femmes entrepreneurs de 9 pays africains a suivi avec succès le programme de formation au leadership Ellevate d'Ecobank. Il s'agit d'un programme innovant axé sur l'impact, conçu pour doter les femmes entrepreneurs de précieuses compétences en leadership afin qu'elles soient mieux autonomes et pour leur donner les moyens d'autonomiser leurs entreprises et leurs communautés. Le programme de formation au leadership Ellevate est conçu par l'activité de banque commerciale d'Ecobank et dispensé par l'Académie Ecobank en partenariat avec le Global Business School Network (GBSN).



Cette promotion pionnière était composée de 35 participants venus du Cameroun, du Ghana, du Kenya, du Nigéria, du Sénégal, de la Sierra Leone, de l'Ouganda, de la Zambie et du Zimbabwe. Le groupe étaient composées de femmes évoluant dans divers secteurs couvrant le pétrole et le gaz, les technologies de l'information et des communications, la fabrication, l'éducation, l'hôtellerie, la logistique, le commerce, etc., qui a fait preuve d'engagement et de dévouement tout au long du programme. Chacune des femmes entrepreneurs a reçu un certificat d'achèvement

du groupe Ecobank et de GBSN lors de leur cérémonie de remise des diplômes qui s'est tenue plus tôt ce mois-ci. Les participants ont bénéficié de professeurs mondialement reconnus de la Lagos Business School, du MIT Sloan Global Programs, de l'INSEAD Africa Initiative et de l'INSEAD Gender Initiative, de l'American University of Cairo School of Business, de Stanford SEED, de l'Université de Cape Town Graduate School of Business. Ellevate by Ecobank est une solution maintes fois primée conçue pour les entreprises détenues par des femmes, gérées

par des femmes, avec un pourcentage élevé de femmes membres du conseil d'administration ou d'employées, ou pour les entreprises qui fabriquent des produits pour les femmes. Les clients d'Ellevate bénéficient de solutions de gestion de trésorerie plus intelligentes, de taux de prêt avantageux et de services à valeur ajoutée tels que la formation au leadership et les opportunités de réseautage conçues pour combler le déficit de financement et développer leurs activités.

Avec Afriqueitnews

Twitter accusé par son ex-chef de la sécurité de cacher des défaillances et de mentir sur les faux comptes

Plusieurs médias américains ont révélé mardi 23 août les accusations de l'ancien responsable de la sécurité de Twitter contre la passivité des dirigeants du réseau social. Dans un document transmis aux autorités en juillet, Peiter Zatkó dénonce des failles dans la protection des données et des mensonges sur les faux comptes.

Les accusations tombent au plus mal pour le réseau à l'oiseau bleu, en pleine bataille judiciaire avec Elon Musk. L'ancien chef de la sécurité de Twitter Peiter Zatkó accuse le réseau social d'avoir dissimulé des vulnérabilités dans son système de protection et menti sur sa lutte contre les faux comptes, pomme de discorde entre l'excentrique patron de Tesla et l'entreprise californienne. Selon des informations publiées mardi 23 août par le Washington Post et la chaîne d'information CNN, Peiter Zatkó a adressé au mois de juillet un document de 84 pages aux autorités américaines. Dans ce document à charge, l'ancien chef de la sécurité du réseau qui se présente désormais comme un lanceur d'alerte dénonce des « défaillances graves et choquantes, de l'ignorance volon-

taire et des menaces à la sécurité nationale et à la démocratie ». Opposé à l'entreprise, il y évoque notamment des serveurs obsolètes, des logiciels vulnérables aux attaques informatiques et affirme que les dirigeants de Twitter ont cherché à masquer le nombre de tentatives de piratage aux autorités américaines ainsi qu'aux membres du conseil d'administration. Des accusations repoussées par Twitter, qui assure que la sécurité et la protection des données font partie de ses priorités. La plainte est « truffée d'incohérences et d'imprécisions », affirme le réseau social. L'entreprise s'en prend aussi directement à son ancien responsable, l'accusant d'avoir choisi « un moment opportun » pour « attirer l'attention » et « porter atteinte à Twitter, ses clients et ses actionnaires ».

Parallèlement aux accusations de défaillances sur la sécurité, ce dernier affirme en effet que l'entreprise n'a eu de cesse de privilégier la croissance de son nombre d'utilisateurs à la lutte contre les spams et les bots. Il qualifie notamment de mensonge un tweet publié en mai par le patron de la plateforme, Parag Agrawal, assurant que Twitter faisait tout pour déceler et retirer les spams aussi vite que possible. Affaire Musk Cette question est au cœur de la bataille judiciaire qui oppose le réseau social à Elon Musk, le milliardaire ayant accusé à de multiples reprises l'entreprise de minimiser la proportion de faux comptes et de spams, évaluée à 5 % par la plateforme. Le milliardaire d'origine sud-africaine compte sur cet argument pour justifier l'abandon de son projet

de rachat de Twitter pour 44 milliards de dollars et éviter de payer des indemnités de rupture. « Nous avons déjà cité Monsieur Zatkó à comparaître et nous trouvons étrange son licenciement et celui d'autres employés clés à la lumière de ce que nous avons découvert », a déclaré Alex Spiro, l'un des avocats d'Elon Musk, dans un courriel à l'AFP. L'entrepreneur a, de son côté, réagi en postant, sur Twitter, un dessin du personnage de dessin animé Jiminy Cricket sifflant, allusion au mot anglais désignant les lanceurs d'alerte (« whistleblower » celui qui siffle en français, NDLR). Soutenu par un collectif d'informateurs Ancien hacker connu sous le surnom « Mudge », Peiter Zatkó avait été embauché fin 2020 par le cofondateur et ex-patron de Twitter, Jack Dorsey,

après le piratage des comptes de nombreuses personnalités (Joe Biden, Barack Obama, Elon Musk, Jeff Bezos, Kim Kardashian, etc.). Selon Twitter, il a été licencié en raison « d'un leadership inefficace et de mauvaises performances ». « Faux », répondent ses avocats : il a été congédié « tout juste deux semaines » après une confrontation avec Parag Agrawal sur des questions de sécurité. Il est aidé dans ses démarches par l'association de protection des lanceurs d'alerte, Whistleblower Aid, qui a déjà défendu Frances Haugen, une ex-informaticienne de Facebook dont les révélations avaient terni la réputation du géant des réseaux sociaux l'automne dernier. « Il a fallu le courage d'un lanceur d'alerte de haut rang avec une réputation irréprochable sur les questions

d'éthique et d'intégrité pour que les agences gouvernementales et le public apprennent la vérité », a estimé Libby Liu, la directrice de l'organisation, dans un communiqué. Répercussions politiques Selon le Washington Post et CNN, des représentants du Congrès souhaitent s'entretenir avec l'ancien responsable de la sécurité du réseau. « Si ces accusations sont exactes, elles peuvent faire craindre des risques pour la protection des données et la sécurité des utilisateurs de Twitter dans le monde », a avancé l'influent sénateur démocrate Dick Durbin. La plainte montre aussi que la faiblesse de la réponse de la plateforme à la désinformation est « extraordinaire »

Avec la croix

Lutter contre les médicaments qui tuent en Afrique

Une approche collaborative et intégrée

La circulation de produits médicaux falsifiés et qualité inférieure (MFQI) constitue un grave problème de santé publique pour les individus, les familles, les communautés et les pays en les privant de l'accès à des médicaments abordables et de bonne qualité.

Bien qu'il existe des signes encourageants de croissance de la production locale de produits pharmaceutiques dans la région africaine, une étude réalisée en 2019 indique que seuls 10 à 30 % des médicaments consommés en Afrique subsaharienne sont fabriqués localement (McKinsey, 2020). Sensibles à ce fléau sanitaire majeur, les gouvernements africains ont uni leurs forces à celles de l'OMS et d'autres acteurs des secteurs public et privé, y compris la société civile, pour trouver des moyens de lutter efficacement contre cette menace pour la santé publique, et améliorer substantiellement l'accès des patients à des médicaments et à des soins de santé de qualité. Conformément à la déclaration politique signée par six pays africains (République du Congo, Ghana, Niger, Ouganda, Sénégal et Togo) le 18 janvier

2020, l'objectif principal de l'Initiative de Lomé est de mettre en œuvre des plans nationaux de lutte contre les MFQI avec une action interministérielle et une contribution coordonnée des autorités publiques et du secteur privé. En tant que coordinateur politique de l'initiative, la République togolaise s'est portée volontaire pour mener un projet pilote de lutte contre les MFQI qui sera lancé au quatrième trimestre 2022. Dans le cadre de la 72e session du Comité régional de l'OMS pour l'Afrique, le Ministère de la Santé de la République du Togo, l'OMS et la Fondation Brazzaville organisent un événement parallèle le 23 août 2022 à 18h15 (UTC) en salle plénière Centre International des Conférences de Lomé (CICL). Parmi les intervenants de haut niveau : Dr Tedros Adhanom Ghebreyesus, Directeur

Général de l'OMS ; Dr Matshidiso Rebecca Moeti, Directrice Régionale de l'OMS pour l'Afrique ; Minata Samaté Cessouma, Commissaire en charge de la Santé, des Affaires humanitaires et du Développement social de l'Union Africaine ; Pr Moustafa Mijiyawa, Ministre de la Santé, de l'Hygiène publique et de l'Accès universel aux soins du Togo ; Dr Mamessilé Aklah Agba-Assih, Ministre déléguée de la Santé, de l'Hygiène publique et de l'Accès universel aux soins du Togo et M. Richard Amalvy, Directeur général de la Fondation Brazzaville. Les objectifs de l'événement sont les suivants : - Réunir les Ministres de la Santé et/ou leurs représentants pour partager des informations actualisées et les meilleures pratiques mises en œuvre pour lutter contre les médicaments de qualité inférieure et falsifiés

existants ; en introduisant de nouvelles sanctions pénales contre les trafiquants et en sensibilisant à ce fléau de santé publique, avec le précieux soutien des représentants des organisations internationales. La Fondation Brazzaville apporte un appui technique aux ministres de la Santé des pays signataires, ainsi qu'aux divers ministères qui ont un rôle à jouer dans ce combat. L'urgence de la situation appelle à un élargissement de cette initiative à d'autres pays, ainsi qu'à la mobilisation d'autres acteurs publics-privés nourrissant le même objectif. La Gambie, la République du Congo et la Guinée-Bissau ont exprimé leur volonté de rejoindre l'initiative. À propos de la Fondation Brazzaville La Fondation Brazzaville est une organisation indépendante à but non lucratif basée à Londres et enregistrée

auprès de la Charity Commission for England and Wales (n.1160693). Sa vision est de cultiver l'afro-optimisme pour trouver des solutions endogènes aux défis du continent et leur donner un impact durable, en soutenant la primauté de la compétence africaine dans les champs d'intervention suivants : Paix notamment la résolution des conflits internationaux et internes ; Environnement notamment la protection des écosystèmes, de la biodiversité et des communautés ; Santé publique notamment la préservation et l'amélioration de la santé et du bien-être des populations. Ses actions sont destinées à soutenir l'Agenda 2063 de l'Union africaine et participent à réaliser les objectifs de développement durable (ODD) des Nations Unies.

Nécrologie

Isidore Ayeko n'est plus

Comme un couperet la nouvelle est tombée ce matin et a laissé pantois ses anciens confrères. Il s'agit du décès brutal du journaliste Isidore Ayeko. Rédacteur aux hebdomadaires « La Nouvelle tribune » et à « L'Humanité », le natif de Gléi a succombé à la suite d'un accident de circulation intervenu tard la nuit du 23 août 2022 à Lomé, au niveau du carrefour Deux lions, non loin de son domicile.



La cinquantaine, Isidore Ayeko, est un reporter, très connu pour sa simplicité et ses blagues. Il a débuté sa carrière au début des années 2000. Parti très tôt dans le dénuement sans avoir pu profiter de cette profession qui le passionnait tant, « Isi » comme on

l'appelle affectueusement, n'aura pas pu assurer un avenir à son unique progéniture. Une disparition de plus pour la corporation. Elle doit interpeller les hommes des médias à s'interroger réellement sur leurs conditions de vie et de travail. Depuis

le retour du libéralisme des titres au Togo en 1989, la situation des journalistes surtout ceux du privé n'a guère évolué, elle s'est beaucoup dégradée ces dernières années. Sans salaire, sans déclaration à la caisse nationale de sécurité sociale (CNSS),

sans assurance maladie et parfois lorsque l'un d'entre eux venait à traverser une situation difficile pour raison de maladie et d'accident c'est en « quémendant l'aumône » par des appels de fonds que l'assistance lui était portée. Et pourtant tous acteurs s'accordent à dire que la signature de la convention collective serait la panacée pour sortir de cette précarité qu'elle traîne. Mais les négociations entamées depuis 2011 piétinent sans qu'on ne puisse dire qui bloque les négociations. Les dernières entamées sous l'égide de l'actuel ministre des médias, le professeur Akodah Ayewoua-

dan sont suspendues momentanément. Pendant ce temps, les journalistes employés peuvent mourir dans le dénuement pendant que leurs patrons vivent dans une opulence insolente. Le Syndicat national des journalistes indépendants du Togo (SYNJIT), l'unique syndicat de la corporation est interpellé sur cette situation des journalistes employés. Mais le Conseil national des patrons de presse (CONAPP), l'association patronale qui est dans les bonnes grâces du pouvoir, ne sera pas du reste. Ces regroupements doivent œuvrer à assainir la corporation et rendre

sa lettre de noblesse à la presse togolaise. Ceci passe aussi par le journaliste qui se doit de se respecter. Cesser de courir derrière les 2000 Francs des organisateurs d'événement. Il faut balayer la maison remplie d'arriviste qui salisse le nom de ceux de ceux qui font consciencieusement leur boulot. Aujourd'hui, tout le monde est devenu journaliste au point où on ne s'est plus qui est qui. Mais pour ne plus mourir comme des chiens, les journalistes employés savent désormais ce qu'ils doivent faire.

Avec togoscoop

ÉLECTRONIQUE & INFORMATIQUE POUR TOUS

MikroTik

D-Link
Building Networks for People

UBIQUITI NETWORKS

tp-link
RELIABLY SMART

IP-COM
World Wide Wireless

NC-LINK

Tenda
All for better networking.

logitech G

COMFAST

+228 96 29 06 75
+228 92 96 47 96

 **SUNU Bank**



La BANQUE et plus que La BANQUE.

SUNU Bank vous accompagne partout au Togo.